



L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) : quels enjeux



Un accord en bonne voie pour changer, sans leur avis, la vie de 930 millions d'habitants en Europe, Canada, USA, Mexique...

Vote au Parlement européen

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?ty pe=PV&reference=20100420&secondRef=ITEM-011&language=FR&ring=B7-2010-0235>

INVITATION

Vendredi 2 Juillet 17h00 à 19h 00

Parlement européen bureau d'information Paris
288 boulevard St Germain

Métro Assemblée Nationale - Parkings Concorde ou Musée d'Orsay

CANADA-UNION EUROPEENNE

Quels enjeux pour nos Territoires et
l'Économie sociale et solidaire en
Europe et au Québec ?

Avec la participation de

Marie-Christine Vergiat, **députée européenne**
Claude Vaillancourt, **coprésident d'ATTAC-Québec**
Catherine Caron, rédactrice en chef revue Relations.

Et la présence de

Annick Girardin Députée **rapporteur à l'Assemblée Nationale de la commission européenne sur l'Accord Canada – Union Européenne**

Sommaire

Page 2

-Un accord qui avance rapidement
-Communiqué à l'issue du sommet du 5 mai 2010

Pages 3 et 4

-Analyse de **Catherine Caron, Claude Vaillancourt**, ATTAC-Québec Juin 2010

Pages 5

-Point de vue du gouvernement du Canada
-Enjeux économiques pour le Canada

-Question d' **Annick Girardin, députée** de Saint-Pierre-et-Miquelon au gouvernement

-Réponse de **Pierre Lellouche**, secrétaire d'État chargé des affaires européennes

Pages 6

-Suite réponse de Pierre Lellouche
- Résolution des groupes PPE, S&D, ALDE et ECR sur le Sommet UE
- Position de **Marie Christine Vergiat** députée européenne
- Les négociations Canada-Europe sur le libre-échange examinées à la loupe

"Ap2E" « **Agir pour une Economie Equitable** » a vocation à rassembler des citoyennes et citoyens qui souhaitent au delà de leur citoyenneté politique exercer une citoyenneté économique dans le cadre d'une démocratie participative.

"Ap2E" « **Agir pour une Economie Equitable** » a vocation à mettre à votre disposition des outils pour agir concrètement seul ou ensemble dans le cadre d'actions de lobbying en direction des responsables politiques, économiques, associatifs de notre pays et d'Europe.

En savoir plus :

Ap2E

<http://sites.google.com/site/agirpouruneconomieequitable/>

Le Guide

<http://guideeconomieequitable.blogspot.com>

Chine

<http://sites.google.com/site/ap2eexpositionuniverselle2010/>

Les équipes municipales :

<http://municipalesguideeconomieequitable.blogspot.com>

Le tourisme :

<http://tourismeguideeconomieequitable.blogspot.com>

BancAssurances

<http://guideeconomieequitablebancassurance.blogspot.com>

Les projets solidaires :

<http://lesprixduguideeconomieequitable.blogspot.com>

**Un accord
qui avance
assez rapidement
au fil des mois
sans consultation
des citoyennes et
citoyens**

Lors du sommet [Canada-UE du 6 mai 2009](#) à Prague, les dirigeants canadiens et européens ont annoncé le lancement de négociations sur un Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'UE. Selon l'étude conjointe - [PDF](#) * (1.81 Mo), la libéralisation du commerce des biens et des services pourrait stimuler de 20 % le commerce bilatéral et entraîner une hausse du PIB pouvant aller jusqu'à 12 milliards de dollars (ou 8,2 milliards d'euros) pour le Canada d'ici 2014.

Le Canada et l'UE ont adopté un ambitieux calendrier de négociation afin de pouvoir conclure des négociations dès que possible.

D'ici l'automne 2010, on prévoit que cinq séries de négociations auront eu lieu.

La première série a eu lieu à Ottawa du 19 au 23 octobre, 2009, la deuxième a eu lieu à Bruxelles en janvier 2010 et la troisième à Ottawa en avril

Consulter l'étude conjointe entre le Canada et U E :

Évaluation des coûts et avantages d'un partenariat économique plus étroit entre l'Union européenne et le Canada:

http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/assets/pdfs/Etude_conjointe_UE-Canada-FINALE.pdf

*un document de 224 pages
vous avez peu de temps une
conclusion page 189*

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 5 mai 2010 9355/10 (Presse 100)

Communiqué de presse du Sommet UE-Canada

Le Sommet UE-Canada a eu lieu à Bruxelles, le 5 mai 2010. (Extraits)

L'UE était représentée

par M. Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et par M. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

Le Canada était représenté par

M. Stephen Harper, Premier ministre. Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que le ministre du Commerce international du Canada, M. Peter Van Loan, participaient également au Sommet.

Les dirigeants européens et canadiens ont tenu un Sommet sérieux, cordial et productif. Ils ont exprimé leur volonté de renforcer la relation stratégique qu'entretiennent depuis longtemps l'Union européenne (UE) et le Canada, qui repose solidement sur leurs valeurs et leur histoire communes. Leurs discussions ont porté principalement sur les relations bilatérales, les enjeux mondiaux et les conflits régionaux.

Les dirigeants de l'UE et du Canada se sont entretenus de leurs relations bilatérales, et plus particulièrement de leur partenariat économique. Ils ont fait le point sur les progrès réalisés au cours des négociations qui sont en cours en vue d'un **Accord commercial et économique global** ambitieux qui relancera le commerce, l'investissement, l'innovation et la création d'emplois. Ils ont clairement indiqué que l'UE et le Canada sont opposés au protectionnisme et ont affirmé leur engagement à parvenir à un résultat ambitieux, équilibré et de large portée dans le cadre du Cycle de Doha pour le développement.

Au fil du temps, la coopération entre l'UE et le Canada s'est étendue à des domaines tels que la politique étrangère et de sécurité et la Politique européenne de sécurité et de défense. Les relations bilatérales vont ainsi au-delà de liens commerciaux grandissants et couvrent l'économie, la politique et les questions sociales. À cet égard, les dirigeants ont pris note que des discussions informelles ont commencé afin de renforcer le cadre de nos relations dans l'avenir, notamment en matière de justice, de liberté et de sécurité.

Les dirigeants ont réitéré leur ferme détermination à surmonter les derniers obstacles afin d'atteindre dès que possible l'objectif commun de permettre à tous les citoyens de l'UE de se rendre sans visa au Canada.

Les dirigeants ont analysé l'état de l'économie mondiale. L'importance des mesures établies dans le cadre du G20, ainsi que le rôle actuellement joué par le Canada à titre de président du G8 et hôte du G20 en juin 2010, ont été soulignées....

En ce qui concerne la non-prolifération des armes nucléaires, les dirigeants ont souligné leur grande préoccupation à l'égard du programme nucléaire de l'Iran et ...

Les dirigeants ont souligné que l'UE et le Canada continueront de poursuivre des ambitions élevées à l'égard des défis liés aux changements climatiques. Ils ont convenu ...

Les dirigeants ont exprimé leur détermination à renforcer leur collaboration en ce qui concerne les activités de gestion de crises...

Les dirigeants ont également réaffirmé l'engagement et le soutien à long terme de l'Union européenne et du Canada aux fins de la reconstruction d'Haïti...

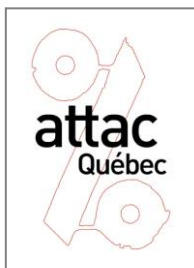
L'UE a salué la forte orientation et les priorités marquées par la présidence canadienne du G8 en faveur du développement.

Les dirigeants ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche coordonnée afin que les Objectifs du Millénaire pour le développement soient atteints d'ici la date cible de 2015. Ils ont convenu de poursuivre le renforcement de la coopération UE-Canada au sein des forums multilatéraux sur les questions de développement, notamment en ce qui concerne l'efficacité de l'aide.

À la fin du Sommet, les dirigeants ont souligné le fait que l'Union européenne et le Canada entretiennent d'excellentes relations et qu'ils sont prêts à poursuivre les discussions au plus haut niveau politique.

[Accéder au texte intégral](#)

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/er/114196.pdf



L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) : quels enjeux pour nos populations, nos territoires et l'économie sociale et solidaire en Europe et au Québec ?

Par Catherine Caron, Claude Vaillancourt, ATTAC-Québec Juin 2010

Mise en contexte

Poussé par les lobbies d'affaires, l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) se veut plus ambitieux que l'Accord de libre-échange canado-américain (ALÉNA).

Mai 2009, les négociations ont débuté et doivent se terminer d'ici la **fin de l'année 2011**.

Janvier 2010, les plus grands syndicats du secteur public canadien et leurs vis-à-vis européens ont publié une étude qui soulève la majorité des enjeux majeurs présentés ci-après.

19 avril 2010, l'Internationale des services publics, la Fédération syndicale européenne des services publics, de concert avec des syndicats affiliés et des organisations de la société civile membres du Réseau canadien pour le commerce juste, dont fait partie ATTAC-Québec, ont dévoilé certains aspects de l'ébauche de l'AECG, obtenue grâce à une fuite. Leurs inquiétudes ont été confirmées quant aux conséquences de cet accord pour la politique sociale, la protection de l'environnement, les services publics, la culture, les droits de propriété intellectuelle, la souveraineté alimentaire et d'autres domaines essentiels pour les citoyens européens et canadiens.

Ensemble, ils ont demandé à la Commission européenne et au gouvernement canadien de ne pas négocier un accord qui permette aux entreprises de remettre en question les politiques gouvernementales locales d'achat ou de réglementation et de soutenir plutôt la protection sociale et le travail décent dans le monde entier

– un impératif dans le contexte de la crise mondiale. Le Réseau canadien a publié une déclaration faisant part des demandes qui devraient être prises en compte avant que les négociations ne puissent continuer.

Juillet 2010, la 4^e ronde de négociations aura lieu à Bruxelles et ces demandes ne sont toujours pas entendues. Le processus de négociations est mené avec la seule participation des milieux d'affaires, sans transparence ni débat public démocratique. Des centrales syndicales québécoises se sont aussi vues refuser une rencontre avec le négociateur du Québec.

Parmi les principaux sujets de préoccupations :

Un AMI en puissance

Les négociateurs canadiens ont inclus un mécanisme de règlement de différends calqué sur le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Cela permettrait à des multinationales de demander des compensations financières lorsque des réglementations entravent leur capacité d'engranger les profits escomptés.

Par exemple, la multinationale américaine Dow Agrosociétés réclame actuellement 2 millions de dollars au Canada en raison de l'interdiction par le Québec de la vente de son pesticide 2,4-D, utilisé à des fins esthétiques.

Les pays de l'UE pourraient ainsi voir leurs réglementations en matière de lutte aux changements climatiques contestées, puis abolies. La France, qui a joué un rôle majeur dans le rejet de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) pourrait se trouver à accepter ce qu'elle a refusé hier.

Impacts sur l'environnement et l'agriculture

La visée fondamentale du libre-échange est l'abolition de ce qui est considéré comme des obstacles au commerce. Du point de vue des milieux d'affaires canadiens, la divergence des normes techniques et de la réglementation de l'UE et du Canada dans les secteurs de la santé et de la sécurité, et de la protection environnementale est un irritant. Sont visés : les obstacles non tarifaires que

Marchés publics et libéralisation des services suite...

représentent à leurs yeux la Politique agricole commune, la réglementation de l'UE concernant les OGM, l'interdiction concernant l'utilisation des hormones dans la production du bétail et les dispositions liées au nouveau programme de réglementation des produits chimiques REACH, entre autres.

Les pays de l'UE risquent de voir leurs normes environnementales – supérieures à celles d'un pays comme le Canada, entre autres adversaire affirmé de la réduction des gaz à effet de serre – affaiblies, voire contestées à travers l'organe de règlement des différends.

Marchés publics et libéralisation des services

L'ouverture des marchés publics est l'une des priorités des Européens qui ont, à cette fin, insisté pour que les provinces canadiennes soient impliquées directement dans les négociations.

Presque toutes les entités publiques sont visées à tous les niveaux de gouvernement. C'est là un approfondissement très inquiétant du libre-échange qui conduirait à toutes fins pratiques à la destruction des marchés publics en tant qu'outil de développement local, un outil d'autant plus précieux dans le contexte de crise mondiale actuelle. C'est la capacité même des pouvoirs publics de mener des politiques publiques en toute souveraineté, que ce soit pour favoriser l'emploi local, l'achat local ou une réglementation environnementale, par exemple, qui est mise à risque.

Ainsi, il sera difficile pour les divers paliers de gouvernement de développer des politiques favorables à l'économie solidaire.

De surcroît, ce que l'Union Européenne hésite à demander aux pays en voie de développement à la suite d'intenses pressions – soit les services d'eau potable –, elle ose le demander au Canada dans l'intérêt de ses multinationales.

Par ailleurs, voir dans cette ouverture des marchés publics un instrument efficace de lutte à la corruption est utopique et peu crédible car « améliorer la transparence et la responsabilité ne nécessite pas de sacrifier la puissante contribution que les marchés publics peuvent apporter à la réalisation d'objectifs sociaux, économiques et

environnementaux » (Scott Sinclair, *Negotiating from weakness*, Centre canadien des politiques alternatives, avril 2010, p.10).

Quant à la libéralisation des services poussée par les Européens, elle pose définitivement une menace sur les services publics et établit de nouveaux droits des investisseurs qui rendront quasi impossibles la sortie de privatisations ratées (pensons à la remunicipalisation de services de l'eau en France).

• L'Union Européenne est favorable à une approche dite positive comme dans l'AGCS où seul ce qui est listé est libéralisé.

• Le Canada, pour sa part, cherche à imposer une approche plus globale et radicale, dite négative : tous les secteurs de services seraient libéralisés à l'exception des plus sensibles qui seraient listés et exemptés. Cette approche fait en sorte que tout ce qui est oublié ou nouveau tombe automatiquement sous la coupe de l'accord. Elle a fait partie des nombreuses raisons qui ont conduit au rejet par les populations du projet de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Références et documents

■ Déclaration ouverte de la société civile relative à l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne

<http://www.canadians.org/francais/commerce/enjeux/AECG/index.html>

■ État des lieux concernant le manque de transparence

<http://www.canadians.org/tradelog/?p=893>

■ Document d'analyse - *Negotiating for weakness*, CCPA, avril 2010 (bientôt disponible en français)

<http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/negotiating-weakness>

■ Analyse - Accord Canada-Union européenne, notes de Frédéric Viale d'ATTAC-France

http://www.quebec.attac.org/article.php3?id_article=604

■ Analyse du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP), de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), avec la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP)

<http://scfp.ca/sous-surveillance-janvier-2010/une-nouvelle-tude-dnonce-les-failles-de>

■ Communiqués - Réseau pour le commerce juste

<http://www.commercejuste.ca>

<http://www.canadians.org/francais/medias/commerce/2010/16-avr-10-a.html>

<http://www.canadians.org/francais/medias/commerce/2010/19-avr-10.html>

■ Communiqué - Divulgateur d'informations secrètes sur les négociations relatives au libre-échange entre le Canada et l'UE, à voir sur le site de l'International des services publics

<http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=French>

■ Communiqué - European consumers warned that trade deal with Canada could be used to weaken GMO regulations

<http://www.canadians.org/media/trade/2009/2-Oct-09.html>

■ Quelques articles de journaux publiés par ATTAC-Québec

http://www.quebec.attac.org/article.php3?id_article=596

La culture non protégée

ATTAC-Québec a appris avec stupéfaction, de la bouche même du négociateur du Québec lors d'une rare conférence publique, que même la culture était sur la table de négociation, ce qui est en contradiction avec les engagements pris par le Canada et la Communauté européenne dans le cadre de la *Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*.

Ce que la France et l'Europe ont soutenu avec fermeté, en accord avec le milieu de la culture, apparaît menacé dans ces négociations.

Paver la voie à une autre crise financière

Autre sujet préoccupant : la poursuite de la déréglementation de la finance qui se fait à travers le libre-échange. Scott Sinclair du Centre canadien des politiques alternatives (CCPA) est l'un des rares chercheurs à avoir analysé le contenu de l'ébauche de l'AECG. Il affirme : « En dépit de la récente crise financière qui a conduit l'économie mondiale au bord du gouffre, les négociateurs européens veulent l'imposition d'un test de nécessité restrictif concernant toutes les mesures visant à assurer l'intégrité et la stabilité du système financier. Cette proposition, plus intrusive que toutes celles des autres grands traités internationaux de commerce, serait une barrière à la réglementation financière des gouvernements d'une manière plus poussée que ce qui existe actuellement dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et l'ALÉNA. Si acceptée, cette proposition alarmante affaiblirait considérablement la capacité des gouvernements de réglementer les pratiques nuisibles tant dans le système financier formel qu'informel, et de prévenir la récurrence d'une autre crise financière. » (Negotiating from weakness, CCPA, avril 2010, p.18).

Conclusion

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects préoccupants et profondément anti-démocratiques de l'AECG qui, en affaiblissant systématiquement le pouvoir des gouvernements, fait en sorte que ceux-ci ne pourront représenter les intérêts de la majorité de la population. De plus,

une fois l'entente conclue, en vertu du principe de la nation la plus favorisée de l'ALÉNA, les concessions que le Canada aura faites à l'Union Européenne devront aussi être faites aux investisseurs et fournisseurs de services des États-Unis et du Mexique, aggravant les impacts de cet accord.



Point de vue du gouvernement du Canada

Au Sommet Canada-Union européenne qui s'est tenu le 6 mai 2009 à Prague, en République tchèque, les dirigeants ont convenu de lancer des négociations en vue d'un accord de partenariat économique global. Le Canada et l'UE avaient déjà établi conjointement l'étendue et les paramètres entourant ces négociations, tels qu'ils ont été exposés dans le *Rapport conjoint sur la définition du périmètre d'un accord économique approfondi entre l'Union européenne et le Canada*.

Les provinces et les territoires ont exprimé leur soutien pour un solide partenariat économique Canada-UE. Comme plusieurs points de discussion tombent sous leur compétence exclusive ou partagée, ils participeront étroitement à ces négociations.

Des liens économiques plus étroits avec l'UE augmenteraient de façon significative l'avantage concurrentiel mondial du Canada. L'UE est le deuxième partenaire commercial et financier du Canada après les États-Unis. En outre, avec une population de près de 500 millions, l'UE représente le plus grand marché de produits et services au monde. Selon l'étude conjointe Canada-UE d'octobre 2008, *Évaluation des coûts et avantages d'un partenariat économique plus étroit entre l'Union européenne et le Canada*, une plus grande libéralisation du commerce pourrait fournir des avantages économiques substantiels tant au Canada qu'à l'UE. L'étude prévoit qu'un accord gonflerait le PIB canadien de 12 milliards de dollars et engendrerait une augmentation de 20 % des échanges commerciaux bilatéraux.

Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada

21 juillet 2009 **Question : Annick Girardin, députée de Saint-Pierre-et-Miquelon .**

Comme vous le savez, monsieur le secrétaire d'État aux affaires européennes, des négociations viennent d'être entamées entre le Canada et l'Union européenne en vue d'un accord de libre-échange. Sans remettre en cause l'importance capitale de cette négociation, je souhaite attirer l'attention du Gouvernement sur les enjeux particuliers qu'elle comporte pour Saint-Pierre-et-Miquelon, morceau de France et d'Europe au large du Canada. Cette négociation ne peut se faire sans prendre en considération l'existence de notre archipel au large des côtes canadiennes, ni placer celui-ci en position d'être la tête de pont, naturelle et incontournable, de l'Europe dans ses échanges avec le Canada. À l'heure des états généraux, ou encore des travaux du Grenelle de la Mer, où chacun s'accorde à dire que c'est à travers la mise en valeur des bassins régionaux que les territoires d'outre-mer peuvent espérer survivre et se développer, comment pourrait-on comprendre que Saint-Pierre-et-Miquelon soit oublié par cet accord ? Au moment où la Commission européenne elle-même, dans son Livre vert sur l'avenir des relations de l'Union avec ses pays et territoires d'outre-mer, pose d'ores et déjà les conditions du renforcement de leur position régionale en s'appuyant sur les atouts du statut européen, comment accepter que, dans un accord aussi important, le rôle de Saint-Pierre-et-Miquelon en tant qu'acteur privilégié des relations entre le Canada, la France et l'Union européenne ne soit pas réaffirmé ? Enfin, alors que je me félicite – comme l'ensemble de l'archipel – de l'engagement résolu de l'État sur le dossier du plateau continental franco-canadien qui doit nous permettre d'aboutir, enfin, à une zone économique cogérée en bonne intelligence par nos deux pays, comment croire que la France pourrait, par simple négligence, compromettre définitivement les possibilités de développement économique de l'archipel ?

Monsieur le secrétaire d'État, face à l'importance de ces enjeux pour l'avenir de notre archipel dont l'atout est justement d'être la France et l'Europe en Amérique du Nord, pouvez-vous me confirmer que la préoccupation des Saint-Pierrais et des Miquelonnais sera prise en considération à Paris, et défendue par le gouvernement à Bruxelles, dans la négociation de l'accord de libre-échange avec le Canada ?

Réponse : Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

Madame la députée, vous avez tout à fait raison de souligner l'importance de Saint-Pierre-et-Miquelon, et je vous en remercie. L'archipel français que vous représentez dans cette Assemblée est bien, pour reprendre votre expression, « un morceau de France et d'Europe au large du Canada », qui a en effet vocation à devenir la tête de pont de l'Union européenne dans ses relations avec le Canada ; il participe pleinement aussi de la vocation maritime de la France, qu'a rappelée il y a quelques jours à peine le Président de la République dans son discours du Havre.

Je tiens donc, au nom du Gouvernement, à vous rassurer et

Suite page 6

Sommet UE - Canada : Non à la poursuite des politiques néo-libérales et d'un grand marché transatlantique

Marie-Christine Vergiat, députée européenne

Coordnatrice de la Délégation française Front de gauche

Bruxelles, le 6 mai 2010

La résolution des groupes PPE, S&D, ALDE et ECR sur le Sommet UE - Canada (*) adoptée à une large majorité du Parlement européen, ce mercredi 5 mai, s'inscrit totalement dans une perspective de libéralisation économique. C'est une première étape vers le grand marché transatlantique dont rêvent certains.

Elle se limite à une approche purement économique et fait l'impasse sur les futures négociations sur les conséquences du changement climatique. Bien au contraire, elle se félicite des négociations en cours sur un accord économique et commercial global (**), sans se préoccuper des dégâts sociaux, économiques et environnementaux que provoquerait un tel accord s'il venait à être conclu.

Dans une perspective d'ouverture des marchés, il contraindra le Canada à privatiser ses télécommunications et la gestion de son eau, et ce, alors même que l'Union européenne a entamé des recours contre la loi sur l'énergie verte de l'Ontario et contre la décision de la Cour suprême du Canada d'août 2004 relative au monopole de Postes Canada.

La quasi-totalité des amendements de la GUE/NGL ont été rejetés, notamment ceux visant à instaurer une taxe internationale sur les transactions financières, condamner les politiques de libéralisation des services publics et les risques d'austérité dans la fonction publique ou demander une réforme écologiquement responsable et durable de la politique de pêche canadienne.

Seuls deux amendements de notre groupe ont été adoptés et je m'en félicite. L'un demande au Canada d'assurer l'accès des citoyens aux négociations sur l'accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) (***) ; l'autre constate l'absence d'évaluation approfondie sur les répercussions sociales, environnementales et économiques d'un accord économique et commercial global. Mais cela ne change en rien la nature toxique de cet accord.

Malgré la crise actuelle d'une ampleur sans précédent, une majorité du Parlement européen poursuit sa ligne politique ultra-libérale dont un nombre croissant d'Européens mesurent l'échec de façon cuisante.

(*) Il se tiendra à la fin de cette semaine à Bruxelles

(**) *Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)*

(***) *ACTA, en anglais*

Les négociations Canada-Europe sur le libre-échange examinées à la loupe

Le deuxième cycle de négociations en vue de la conclusion d'un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) s'est déroulé à Bruxelles en janvier, alors que les inquiétudes des syndicats et de la société civile vont croissant sur le champ d'application et l'impact du traité.

Lire la suite : <http://www.ei-je.org/fr/news/show.php?id=1053&theme=gats&country=canada>

Pierre Lellouche, suite page 5

et à vous dire que les préoccupations des Saint-Pierrais et des Miquelonnais seront effectivement prises en considération, qu'il s'agisse du traitement du dossier du plateau continental franco-canadien ou de la négociation en cours de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada.

S'agissant du premier point, la France a déposé le 8 mai dernier, à New York, une demande d'extension de son plateau continental. Je saisis cette occasion, et celle de la présence d'une délégation canadienne, pour rappeler que le Gouvernement français encourage fortement le Canada à ratifier le plus rapidement possible le traité de 2005 sur l'exploitation des champs d'hydrocarbures transfrontaliers - la France l'a fait dès 2007.

Quant aux relations entre l'Union européenne et le Canada, leur renforcement a été décidé l'année dernière, pendant la présidence française. Les négociations ont commencé le mois dernier. Elles feront preuve d'un souci d'équilibre et respecteront, je l'espère, les intérêts de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Permettez-moi enfin de souligner les efforts faits par le Gouvernement pour favoriser le développement économique de votre archipel.

La commission mixte doit se réunir cet automne, chez vous. Nous en attendons des résultats concrets.

En savoir plus <http://deputes.lesocialistes.fr/actualite/accord-de-libre-%C3%A9change-entre-l%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-et-le-canada>